

Edito

Que ce soit en France, en Europe ou dans le reste du monde, les salariés ne peuvent compter que sur eux-mêmes pour conquérir de nouveaux droits, et empêcher la disparition de ceux déjà acquis.

Dans de nombreux pays d'Europe, les droits des salariés sont attaqués. Que ce soit en Grèce, en Italie, en Belgique et maintenant en France, les mêmes méthodes sont appliquées. Les gouvernements s'attaquent d'abord aux droits syndicaux avant de permettre aux entreprises de « tailler dans le vif ».

Augmentation du temps de travail, diminution des salaires ou encore suppressions d'emplois, sont autant de mesures qui permettent aux entreprises d'augmenter leurs profits sur le dos des salariés.

Et pour empêcher qu'ils aient les moyens de s'opposer et de se défendre, les intimidations et la criminalisation du fait syndical, les violences contre les représentants des travailleurs, pouvant aller jusqu'au meurtre, sont très largement répandues.

Face à toutes ces attaques que subissent les peuples et le monde du travail, le mouvement syndical doit se mobiliser de façon concertée. La FNIC CGT entend bien contribuer à construire un mouvement d'ampleur de lutte des classes en Europe et dans le monde comme elle le fait aujourd'hui en France.

Le syndicalisme de salon et de lobbying que certains prônent, largement répandu aujourd'hui en Europe, démontre toujours plus chaque jour son inefficacité. Vouloir essayer

de « contrôler » et « réguler » un système qui, par nature, se nourrit de l'exploitation et des inégalités, est peine perdue. Tout ce qu'on pourra obtenir avec cette méthode, ce sont des ajustements à la marge, un partage des miettes et de la misère et surtout un cautionnement des politiques de régression sociale.

Au contraire, le monde du travail a aujourd'hui besoin que le syndicalisme de lutte devienne la norme. Les revendications des salariés doivent être défendues avant tout par la mobilisation et la grève. La fin du dumping social, le progrès et le développement ne pourront être obtenus que par une opposition conjointe et coordonnée, dans tous les pays, à ceux qui détiennent le pouvoir économique et politique.

Ce rapprochement nécessaire des organisations syndicales progressistes, porteuses d'un syndicalisme de lutte des classes, passera également par la co-construction et la défense d'un projet de société alternatif, porteur de progrès social qui passe par la réappropriation des richesses par les travailleurs.

JE LUTTE DES CLASSES

Guerre idéologique au service de la lutte des classes

En 2009 huit des dix principaux pays d'Amérique du Sud étaient gouvernés par la gauche.

Sans parler du Salvador, du Nicaragua, du Honduras, de la république Dominicaine ou du Guatemala.

Dans ces pays, les premières années du XXI^{ème} siècle ont été marquées par de grandes avancées économiques, sociales et politiques.

Si l'on exclut le coup d'état (raté) contre Chavez en 2002, les tentatives de déstabilisation débutent à la fin des années 2000 : Bolivie (2008), Honduras (2009), Equateur (2010), et Paraguay (2012).

A partir de 2014, ces offensives de déstabilisation profitent d'un retournement du cycle économique pour opérer une restauration conservatrice, bénéficiant d'un soutien international, de financements étrangers, etc.

Cette stratégie du capital international ne reconnaît ni limites ni scrupules : elle prend aujourd'hui la forme d'un étouffement économique du Venezuela, d'un coup d'état parlementaire au Brésil ou d'une judiciarisation de la politique, avec des menaces contre les anciens présidents, que cela soit au Brésil, en Argentine ou encore en Equateur.

De sorte qu'il ne reste plus que trois gouvernements progressistes en Amérique du Sud : Venezuela, Bolivie et Uruguay.

Les médias (bien pensants) voudraient nous faire croire aujourd'hui que cela serait le résultat de l'échec des tentatives de mise en place d'un autre système économique.

Mais l'Uruguay, gouverné à gauche, n'est-il pas le pays le plus développé au sud du Rio Bravo ?

La Bolivie n'affiche-t-elle pas les meilleurs indicateurs macroéconomiques de la planète ?

En dépit de difficultés très sévères, ces pays ont surmonté la récession en un temps record, et à un coût réduit : pas d'accroissement de

la pauvreté, pas d'augmentation des inégalités. Une prouesse inédite en Amérique latine.

Mais aux yeux de la population, les analyses économiques font partie d'une moindre importance. Ils perçoivent que ces dernières années, leurs affaires tournent moins bien, leurs enfants ont du mal à trouver du travail et leurs revenus ne s'accroissent plus assez vite. Un contexte qui profite à une presse qui préfère la manipulation à l'information.

Une partie des médias présente cette récession comme un échec de la politique mise en place.

Certains considèrent que les gouvernements auraient dû procéder à des réformes plus profondes. Nous nous garderons bien de porter ce genre d'appréciations.

Le constat est le suivant :

Selon la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (cepalc) des Nations Unis, près de 94 millions de personnes sont sorties de la pauvreté pour rejoindre la couche moyenne de la population au cours de la dernière décennie, en grande partie grâce aux politiques des gouvernements de gauche.

Il est nécessaire de faire preuve d'autocritique, mais nous devons néanmoins rester confiants dans ces mouvements progressistes qui subissent les attaques constantes des « élites » et des médias qui utilisent le moindre faux pas pour faire douter d'eux ?

Pour cette raison, le principal défi stratégique de la gauche latino-américaine consiste peut être à se souvenir que les contradictions et les erreurs font partie des processus politiques : elles ne doivent pas suffire à nous faire baisser les bras.

La pauvreté n'est pas un accident, c'est un système. Il est très bien organisé et ceux qui en profitent n'ont aucune intention de le changer. Autant le savoir. Seule la lutte des classes et la solidarité vaincront la pauvreté.



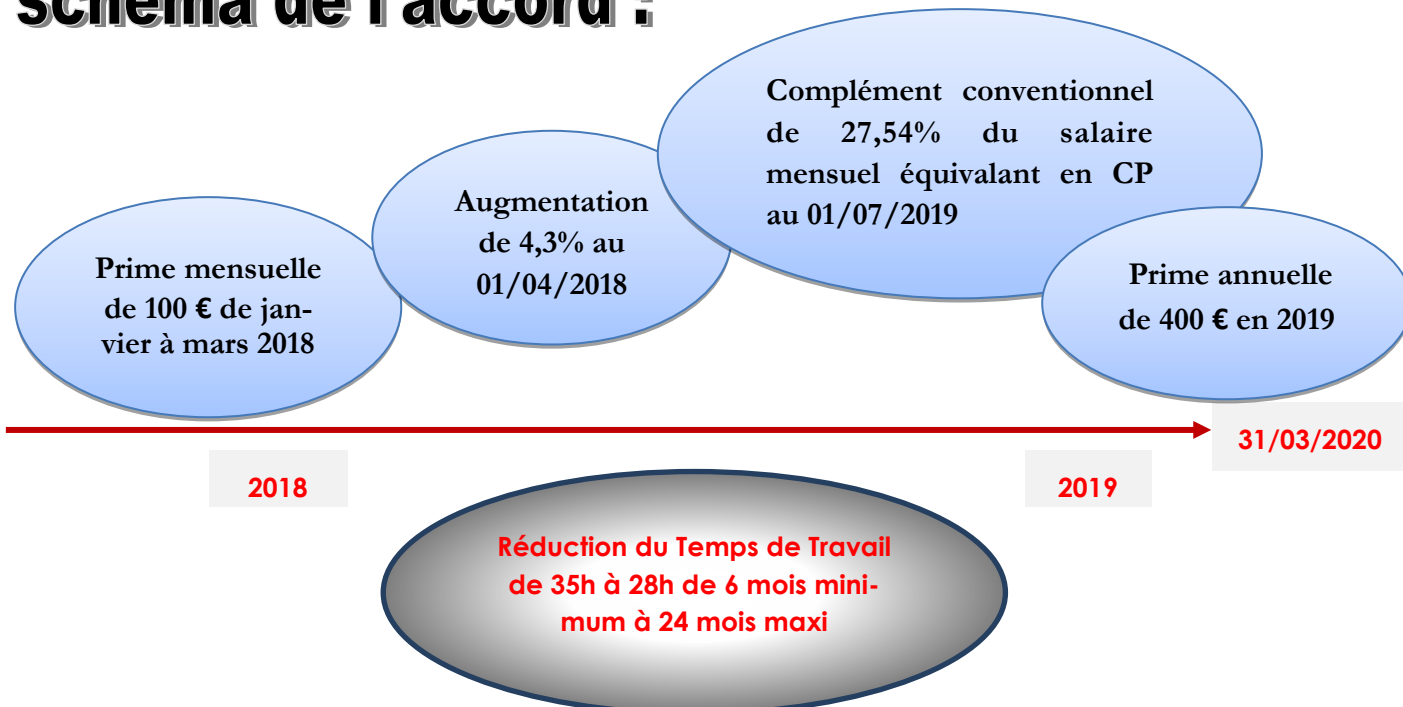
Une grande victoire pour IG Metall, mais pour les salariés ?

L'accord de branche dans l'industrie de la métallurgie et de l'électronique, signé par le syndicat allemand IG METALL, a été largement présenté par les politiques, les médias, mais aussi par la CES (Confédération européenne des Syndicats) comme un exemple de « dialogue social » dont nous devrions nous inspirer.

Après deux mois et demi de négociations, ponctuées de fortes grèves d'avertissement allant, fait sans précédent, jusqu'à 24 heures dans près de 300 entreprises, le syndicat IG Metall et la fédération patronale ont signé un accord, dans la nuit du 5 au 6 février, pour la région du Bade-Wurtemberg (sud-ouest de l'Allemagne).



schéma de l'accord :



L'accord peut sembler plutôt positif pour les salariés :

- Réduction du temps de travail de 35h à 28h avec des **possibilités de compensation** uniquement pour les salariés ayant des enfants (- 8 ans) ou des personnes handicapées à charge et les travailleurs postés.
- Augmentation de 4,3% au 1/04/2018.



MAIS QU'EN EST-IL VRAIMENT ?

UNE VRAIE RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL ?

Nous pouvons en douter. Les 28 h payées 28, c'est ce que l'on appelle en France des accords de temps partiel avec une individualisation du temps de travail, qui conduit à la casse des collectifs de travail.

C'est exactement le contenu de cet accord.

Tous les salariés allemands des deux secteurs concernés auront la possibilité de réduire leur temps de travail à 28 h par semaine et de revenir à temps plein après 2 ans maxi.

Mais cela se fera sans compensation salariale.

Au passage, le patronat a réussi à mettre en place la flexibilité et l'augmentation du temps de travail à 40 h.

De plus, un quota maximum de 10 % des salariés pourra bénéficier de cet accord. Les entreprises pourront le refuser en cas de risque de perte de qualifications.

Le patronat allemand de la métallurgie et de l'électronique a atteint son objectif : déroger à l'accord de RTT à 35 h, gagné par les 7 semaines de grèves en 1984.

QUE REPRÉSENTE UNE AUGMENTATION DE 4,3 % SUR 27 MOIS ?

La revendication initiale du syndicat IG Metall était de 6 %. Résultats : une augmentation de 4,3 % sur 27 mois plus une Prime exceptionnelle annuelle de 400 € en 2019 et des jours de CP équivalant au complément de salaire conventionnel. Ce qui signifie une augmentation réelle de 3,2 %, soit 1,42 % par an. Une augmentation qui ne couvre pas l'inflation, qui était de 1,65 % en 2017.

Pendant 27 mois, les entreprises ont gagné la paix sociale.

Les conventions, négociées pour une branche et, la plupart du temps, pour l'ensemble du territoire, limitent les possibilités d'agir pour les salariés, car une fois conclues, l'horizon social est dégagé pour les entreprises jusqu'à expiration de l'accord.

Le droit de grève est très encadré en Allemagne et ne peut intervenir qu'après épuisement de toutes les possibilités de négociation, donc dans un temps limité, environ un mois dans l'année pendant les négociations.

Les directives établies entre les partenaires sociaux prévoient aussi l'organisation d'un référendum avant l'adoption d'une résolution de grève : les salariés doivent se prononcer à plus de 75% en faveur de la grève pour qu'elle puisse être lancée, et donc il suffit de 25 % de

partisans de la reprise pour que la grève devienne illégale.

Bien évidemment, il n'y aurait pas eu de résultat sans la mobilisation et les actions de grève de 24 h de 500 000 salariés.

Cependant, cela n'a pas été utilisé pour organiser un référendum ou l'extension de la lutte à l'ensemble des salariés de la métallurgie, sachant que le syndicat IG Metall revendique 2,2 millions de syndiqués pour 3,9 millions de salariés dans le secteur.

La revendication d'une véritable réduction du temps de travail à 32 h avec augmentation des salaires et créations d'emplois doit devenir une revendication de tous les salariés en Europe et dans le monde.

Cela ne pourra aboutir que si l'on sort du syndicalisme d'accompagnement du capital prôné par la CES et la CSI, mais aussi par la volonté des salariés de lutter collectivement contre l'exploitation capitaliste dans un syndicalisme de classe et de masse.



PALESTINE



Occupation israélienne depuis 50 ans

Le peuple palestinien souffre de l'occupation israélienne depuis 50 ans. Cette situation a complètement désorganisé le marché du travail.

Le syndicalisme palestinien est frappé de plein fouet par la situation de guerre avec un Etat militaire Israélien qui colonise les terres, détruit régulièrement les maisons, les routes, les infrastructures sociales, brisant l'économie palestinienne en permanence.

Une des raisons, pourtant peu évoquée, de l'occupation israélienne est celle de l'appropriation de l'eau : dès 1967, militaires et gouvernement ont collaboré pour prendre le contrôle des vastes ressources en eau des territoires occupés. L'eau représente un enjeu essentiel dans la vallée du Jourdain et l'eau est une des questions clés du conflit israélo-palestinien. Pourtant l'accord de septembre 1995 précise qu'«Israël reconnaît le droit à l'eau des Palestiniens en Cisjordanie» mais la baisse du niveau du lac de Tibériade, la sécheresse, l'augmentation de la consommation des colons, font que les Palestiniens sont en situation de «stress hydrique».

Développer une action syndicale aujourd'hui en Palestine, est aussi compliqué qu'au moment de l'occupation en France où le peuple était sous le joug des bottes hitlériennes mais les objectifs sont les mêmes : s'occuper du quotidien sans oublier l'essentiel, la libération.

La centrale syndicale en Palestine, le **PGFTU** témoigne des conditions de travail en **Palestine** : ces dernières années, le chômage a encore très fortement augmenté. Dans la Bande de **Gaza**, 42 % de la population sont sans emploi.

« Les provocations empirent. Les infrastructures sont détruites, les colonies illégales continuent de proliférer, les terres et les ressources sont pillées, et puis il y a ce mur qui isole encore plus les gens. »

De plus en plus de Palestiniens sont obligés de chercher un emploi en **Israël** ou dans les colonies. « C'est chaque jour un véritable calvaire pour se rendre au travail, avec une longue attente aux checkpoints (barrages militaires de contrôle des populations palestiniennes).

Le mur a encore compliqué les choses. De plus, une personne sur trois n'a pas d'autorisation légale. « Elles doivent franchir la frontière illégalement et ne disposent pas de protection en tant que travailleurs ».

En théorie, les travailleurs palestiniens jouissent des mêmes droits que les Israéliens. Mais dans la pratique, ils sont exploités et discriminés. Ils sont souvent utilisés pour les emplois dangereux et insalubres. Forcés de payer une cotisation syndicale au syndicat israélien, ils sont souvent ignorés et peu suivis dans leur défense.

Wehbe Badarbeg, de Arab Workers Union, a dénoncé un tract des syndicats israéliens, qui exhortait les travailleurs à ne pas prendre part à une manifestation. Dans un autre cas, les travailleurs palestiniens ayant participé à une manifestation ont été licenciés.

Ils se trouvent donc dans une situation particulièrement précaire, dont les employeurs profitent.

Hier, l'Afrique du sud a dû plier et mettre fin à l'apartheid face à l'action internationale et au boycott de son économie. Aujourd'hui, le peuple et les travailleurs palestiniens ont besoin des solidarités internationales, besoin d'une amplification de la BDS bloquant la vente des produits israéliens en Europe et dans le monde.

Informons, débattons de cette situation avec les travailleurs dans nos services pour amplifier leur lutte, la même que la nôtre, porteuse de revendications pour de meilleures conditions de vie, de travail, de droits et de libertés.

